

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 27 mars 2012

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 23
Conseillers présents : 20

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS - Adjoints.

Mmes ANTOINE- DILLER - CUSUMANO - HERZHAUSER (arrivée au point n°2) - ANDRE - FLORI
M. KAUFFER - VINCENT - PERRET - TISON - BRABLE - OMINETTI - QUINIO Conseillers.

Absents excusés : M. CORTINA → procuration à M. le Maire
Mme PATRICOLA → procuration à Mme MAHIEU

Absent : M. LORANG

Date d'envoi de la convocation : 22 mars 2012

Secrétaire de séance : Mme FLORI

Ordre du jour

1. Approbation Conseil Municipal du 21 février 2012
2. Vote du Compte Administratif 2011
3. Approbation du compte de gestion 2011
4. Affectation du résultat
5. Vote du taux des 3 taxes
6. Vote du Budget primitif 2012
7. Prise de possession de terrains vacants et sans maîtres
8. Urbanisme : Transformation de la ZPPAUP en AVAP : Constitution de la commission locale
9. Achat d'un terrain par la commune
10. Demande d'autorisation relative aux travaux de restructuration du ruisseau de la fontaine
11. Dissolution du Syndicat de Voirie – décision à intervenir
12. attribution du produit des concessions à la commune – décision à intervenir
13. Associations : Demande de subventions
 - a) Les Amitiés sigéocastelloise
 - b) AS Scy-Chazelles
 - c) La Prévention Routière
14. Bibliothèque : développement d'une collection de base : Le Fonds Lorrain
15. Droit de Préemption Urbain
16. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 FEVRIER 2012

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 21 février 2012 est approuvé à l'unanimité.

2) VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Rapporteur : Monsieur le Maire

Le compte administratif est annexé au présent document ainsi que le résultat d'exécution du budget 2011 issu du compte de gestion 2011 afin de constater la concordance des écritures.

Les résultats sont les suivants :

Section de fonctionnement :

- Dépenses : 1 529 322.36 €
- Recettes : 2 135 228.76 €

Excédent de fonctionnement : 605 906.40 €

Section d'investissement

- Dépenses : 572 180.13 €
- Recettes : 550 584.63 €

Déficit d'investissement : - 21 595.50 €

Monsieur le Maire quitte la salle et ne prend pas part au vote. M. NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur le document présenté.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

vote le compte administratif 2011

Adopté à l'unanimité.

3) APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2011

Rapporteur : Monsieur le Maire

Présentation du compte de gestion 2011 établi par le Trésorier Principal. Le résultat d'exécution s'établit comme suit :

	Résultat de clôture 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat 2011	Résultat de clôture 2011
Investissement	- 90 040.11	0	68 444.61	- 21 595.50
Fonctionnement	573 176.51	240 192.11	272 922.00	605 906.40
Total	483 136.40	240 192.11	341 366.61	584 310.90

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

approuve le compte de gestion 2011 après avoir constaté la concordance des écritures avec celles du compte administratif.

Adopté à l'unanimité.

4) AFFECTATION DU RESULTAT

Rapporteur : Monsieur le Maire

Comme chaque année, il convient de statuer sur l'affectation du résultat de l'excédent de fonctionnement 2011 d'un montant de 605 906.40 €.

Montant à affecter : 605 906.40 €

Calcul du besoin d'affectation :

Déficit d'investissement de clôture : - 21 595.50 €
 Reste à réaliser en dépenses : - 439 530 €
 Reste à réaliser en recettes : + 176 000 €

Besoin d'affectation : - 285 125.50 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'affecter au compte 1068 la somme de 285 125.50 €

Adopté à l'unanimité.

5) VOTE DU TAUX DES 3 TAXES

Rapporteur : Monsieur le Maire

Ce point a fait l'objet d'un débat lors des réunions de bureau des 13 et 20 mars 2012 consacrées au budget primitif.

Il est proposé une augmentation de 1 % qui se traduit par l'augmentation des taux comme suit :

	2011	2012
Taxe d'habitation	12.67 %	12.80 %
Taxe Foncier Bâti	11.03 %	11.14 %
Taxe Foncier Non Bâti	48 %	48.48 %

Mme DILLER, qui n'a pu être présente aux réunions de préparation, n'est pas d'accord sur l'augmentation. Elle rappelle que l'an passé, il avait été décidé d'augmenter les taux dans la mesure où ceux-ci resteraient stables cette année. Elle pense également que vue la faible augmentation, cela ne modifie pas beaucoup le budget primitif car elle n'augmente le produit que de 8 000 €

M. le Maire explique qu'il faut voir cette faible augmentation sur le long terme et non sur les résultats de l'année. Cette augmentation n'est en effet pas très significative mais s'avère pourtant nécessaire à plus long terme.

Mme DILLER précise que pour elle, plus on a d'argent, plus le budget est important et donc plus on en dépense.

Mme PALUCCI pense qu'il faut mettre en cause le système qui impose un niveau de vie de plus en plus onéreux et une demande des familles en services de plus en plus importante que la commune doit gérer.

M. QUINIO ne pense pas que cela impose des obligations aux communes et que l'on peut très bien se démarquer des autres communes en n'augmentant pas nos taxes. La France est un des pays dans lequel la population est la plus imposée au monde et qu'il faut en tenir compte car le pays est en crise et la population peut de moins en moins faire face aux dépenses. Il n'est donc pas favorable à une augmentation mais précise qu'il s'abstiendra pour ne pas, dans la logique, voter contre le budget primitif.

M. NICOLAY explique que lors de la réunion du 13 mars, réservée aux adjoints, il avait tenu ce même discours et décidé de ne pas augmenter les taxes. C'est lors de la seconde réunion qui réunissait un plus grand nombre d'élus, que le débat s'est engagé de façon différente et que la majorité des personnes présentes était pour une faible augmentation.

Mme DILLER précise que tous les arguments avancés pour une hausse sont valables chaque année car la commune a toujours des projets à financer.

Mme PALUCCI estime que les économies s doivent faire partie intégrante d'un programme et se faire sur l'ensemble d'une mandature. La crise va obliger les collectivités à réfléchir différemment et à gérer différemment en diminuant les projets et les services proposés.

M. QUINIO pense que le programme électoral de 2007 qui avait été établi avant la crise peut se revoir à la baisse, crise oblige. Cela s'expliquerait parfaitement.

M. NICOLAY précise que la commune a déjà revu bon nombre de ces travaux à la baisse comme les enfouissements de réseaux ou les travaux de réfection de voiries afin de réduire les dépenses car le budget ne le permettait plus.

M. le Maire rappelle qu'il incite continuellement à rechercher des économies chaque fois que cela est possible. Toutefois, la dotation de fonctionnement de l'Etat a baissé de 1,5 % et ceci absorbe déjà plus du tiers de la hausse des taux locaux.

Par ailleurs, il nous appartient de satisfaire la population par des travaux d'aménagement et d'embellissement ou pour proposer des services aux familles. Tout a un coût. C'est évident.

Nous avons beaucoup moins augmenté la taxe d'habitation que la moyenne des communes voisines : 21 % seulement en 17 ans . Sans vouloir chercher à rivaliser avec les autres communes, geler la fiscalité à l'excès entraînerait inévitablement stagnation puis régression. Enfin, nous avons des obligations vis-à-vis des personnes à mobilité réduite qui devront être prises en compte dans nos prochains budgets. Il n'est pas superflu de s'y préparer.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide l'augmentation de 1 % des taux qui se traduise comme ci-dessus.

Adopté par 20 voix pour et deux abstentions (Mme DILLER et M. QUINIO).

6) VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2012

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que ce point a été débattu lors des réunions des 13 et 20 mars derniers spécialement consacrées à l'étude du budget. Il commente les résultats.

Le budget s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de :

Section de fonctionnement : 1 853 277 €
Section d'investissement : 1 430 575 €

Mme DILLER s'insurge contre l'achat d'un véhicule électrique de 24 000 € et pense que cette dépense même si elle peut s'avérer intéressante, n'est pas indispensable et doit être reportée afin de faire des économies.

M. le Maire est aussi inquiet quant au montant du véhicule qui est passé de 16000 € lors d'une première estimation à 24 000 € et précise qu'après renseignement l'ADEME, l'UEM et le Conseil Général ne subventionnent pas cet achat.

M. NICOLAY explique les raisons de cette proposition et les avantages que cela pourrait avoir pour la commune.

D'une part, cela s'intègre parfaitement à la politique de développement durable que la commune a mise en place, d'autre part, il faut savoir que ledit véhicule est en prêt depuis 4 semaines aux services techniques afin que l'on puisse le tester avant de prendre une décision définitive. Il s'avère qu'il permet à un agent de faire l'ensemble de l'entretien du village sur une journée au lieu d'occuper le temps de deux agents piétons sur une semaine. Ce qui permet de dégager un temps de travail non négligeable pour les employés des services techniques qui pourront l'utiliser au mieux afin d'assurer des travaux plus importants.

Monsieur le Maire précise également qu'un emprunt de 410 000 € est nécessaire afin d'équilibrer le budget. Cette somme est importante mais doit être relativisée :

- Aucun emprunt n'a été fait en 2011. Cet emprunt 2012 doit donc être considéré sur 2 années.
- Or en 2011 et 2012 la Commune devra rembourser 362 500 € d'emprunts antérieurs. L'endettement n'augmentera donc que de 47 500 € en 2 ans.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

vote le budget primitif 2012

Adopté par 20 voix pour et 2 abstentions (Mme DILLER et M. QUINIO).

7) PRISE DE POSSESSION DE TERRAINS VACANTS SANS MAÎTRES

Ce point est reporté.

8) URBANISME – TRANSFORMATION DE LA ZPPAUP EN AVAP – CONSTITUTION DE LA COMMISSION LOCALE

Rapporteur : Monsieur le Maire

L'article 28 de la Loi 2010-788 portant Engagement National pour l'Environnement, dite loi Grenelle 2 (qui modifie le code du patrimoine aux articles L. 642-1 à L. 642-10), promulguée le 12 juillet 2011, crée les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) appelées à se substituer aux Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) qui continueront néanmoins à produire leurs effets jusqu'au 13 juillet 2015.

Le décret d'application 2011-1903 est paru le 19 décembre 2011. Il emporte application immédiate de certains points de la réforme, notamment la mise en place de la commission locale de l'AVAP.

La commission est une instance consultative composée au maximum de 15 membres. Les membres de droit sont le Préfet, le Directeur Régional de l'Environnement et le Directeur Régional des Affaires Culturelles. Ces derniers ont été informés par courrier afin qu'ils puissent nommer une personne les représentant.

Les autres membres peuvent être : au minimum 3 représentants de la collectivité et 4 personnes dont 2 disposent de compétences en matière de patrimoine et 2 autres en matière d'économie.

Le rôle de la commission est consultatif. Elle interviendra au cours de la procédure d'élaboration de l'AVAP, et aura aussi à se prononcer dans le cadre des autorisations de travaux, dès parution du décret. Elle pourra être consultée par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation sur tout projet d'opération d'aménagement, de construction ou de démolition, dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux. Ce qui signifie que sa consultation est facultative et à l'initiative de la commune.

La commission d'urbanisme s'est réunie le 19 mars afin de choisir les membres de cette nouvelle commission. Il est proposé ce qui suit :

Représentant la commune :

M. le Maire, M. BRABLÉ, M. NAVROT, M. NICOLAY et Mme PALUCCI

Membres extérieurs :

Compétents en matière de patrimoine : M. WAVASSEUR, architecte conseil au CAUE et M. BLOCH, ingénieur écologue à la DDT.

Compétents en matière économique : M. KIEFFER, viticulteur et M. MALHOMME, chef d'entreprise retraité et président de l'AAPPAN (association pour l'aménagement et la protection du patrimoine architectural et naturel du Saint Quentin).

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte la proposition de la commission d'urbanisme et nomme les personnes susvisées dans la commission locale de l'AVAP.

Adopté à l'unanimité

9) ACHAT D'UN TERRAIN SECTION 2 N° L/79 PAR LA COMMUNE

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Dans le cadre du projet immobilier entrepris par la société EIFFAGE, la commune de Scy-Chazelles se porte acquéreur d'une parcelle sise en section 2 n° L/79 d'une contenance de 360 m² afin d'y implanter une micro crèche ainsi qu'un local pour les associations.

La valeur de ce terrain est fixée à 10 000 €. Ce montant vient en déduction du montant total de la participation financière mise à la charge de la société EIFFAGE IMMOBILIER GRAND EST aux termes de l'article 3 de la convention (PUP) passée avec la société.

Maître GODARD a été chargé de la rédaction de l'acte.

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte et tous documents y afférents.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise Monsieur le Maire à signer l'acte et tous documents y afférents.

Adopté à l'unanimité

10) DEMANDE D'AUTORISATION RELATIVE AUX TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU RUISSEAU DE LA FONTAINE

Rapporteur: Monsieur NICOLAY

Dans le cadre de son projet de restructuration du ruisseau de la fontaine, et compte tenu des spécificités, ce projet est soumis à une procédure administrative préalable à la réalisation des travaux, liée à la police de l'eau, au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement et conformément à l'article R 214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, et activités soumis à autorisation ou déclaration.

Il est rappelé également que la loi n'autorise une collectivité à intervenir et à engager des fonds publics sur des terrains privés qu'à la condition qu'au préalable une déclaration d'intérêt général ait été prononcée par l'Etat, après enquête publique (art. L 211-7 du code de l'environnement).

Un dossier justifiant de l'intérêt général a été déposé en Préfecture et Monsieur le Préfet a prescrit l'ouverture d'une enquête publique du 13 au 28 mars 2012.

Justification de l'intérêt général

Compte tenu des perturbations affectant le ruisseau et notamment la végétation, il est nécessaire d'intervenir rapidement et de manière significative pour atteindre les objectifs fixés c'est-à-dire le retour à un bon état écologique des eaux.

Il est notamment important d'améliorer les conditions d'écoulement des eaux et l'accès à la rivière en mettant en œuvre un vaste programme de restauration de la végétation rivulaire sur l'ensemble du linéaire de cours d'eau, perpétué par un entretien régulier.

Il apparaît primordial de reconquérir la qualité des eaux superficielles en rétablissant les conditions nécessaires à une autoépuration optimale des milieux aquatiques, postérieurement aux travaux entrepris par Metz Métropole à la mise en place de systèmes de traitement quantitatif et qualitatif des apports.

Il est assurément indispensable, eu égard au potentiel écologique du ruisseau, de garantir la conservation, et d'améliorer la biodiversité des milieux bordant le ruisseau de la fontaine ; en menant des actions d'envergure à forte plus-value environnementale dont la vocation ultime est de restaurer la diversité d'origine du lit mineur. Le lit majeur étant celui de la Moselle, aucune intervention d'envergure n'est prévue à ce titre.

Ce programme d'intervention s'inscrit donc dans une préoccupation d'intérêt général, qui légitime l'intervention de la collectivité, l'autorise à pénétrer sur les propriétés et à engager des fonds publics sur des terrains privés.

Parallèlement à ces aspects, l'ampleur des travaux à prévoir est telle, qu'il est impossible sinon peu souhaitable de confier la réalisation de ces interventions aux seuls propriétaires riverains (à qui incombe l'entretien des cours d'eau en vertu de l'article L 215-14 du code de l'environnement) bien que certains le fassent d'une manière aléatoire annuellement ou tous les deux ans. En d'autres termes, la collectivité, que ce soit sur les plans financiers, techniques ou matériels doit donc nécessairement se substituer aux riverains pour la mise en œuvre de ce programme de travaux.

Aucune participation financière ne sera demandée aux riverains dans le cadre de ce programme.

Monsieur NICOLAY rappelle que cet exutoire reçoit 90 % les eaux pluviales du village et 10 % celles de la commune de Longeville les Metz. En 1983, le Préfet avait déjà fait parvenir à ces deux communes une injonction demandant le curage de ce ruisseau suite à la crue.

La commune est appelée à donner son avis sur la demande d'autorisation à déposer à la Préfecture dès l'ouverture de l'enquête et au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

émet un avis favorable à la demande d'autorisation à déposer à la Préfecture relative aux travaux de restructuration du ruisseau de la fontaine.

Adopté à l'unanimité

11) DISSOLUTION DU SYNDICAT DE VOIRIE – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur NAVROT

Le schéma départemental de coopération intercommunale, annonçant la dissolution du syndicat intercommunal de la voirie de la subdivision de Metz Centre, a été adopté le 22 décembre 2011.

Dans un courrier daté du 27 février 2012, le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle, précise que le schéma opère une distinction entre les projets pour lesquels une réflexion et des analyses plus fines sont nécessaires et donc ne seront pas mises en œuvre en 2012 et ceux pour lesquels les élus avaient émis un avis favorable, ou ceux pour lesquels la consultation n'avait pu permettre de se prononcer clairement sur le souhait des élus.

Pour ces dernières propositions une nouvelle phase de consultation va s'ouvrir pour permettre de connaître de façon précise la position des comités syndicaux et des conseils municipaux directement concernés par la perspective de dissolution.

C'est pourquoi, il invite les Maires des communes concernées et le Président du syndicat intercommunal de la voirie de la subdivision de Metz Centre à réunir leurs assemblées délibérantes, dans un délai de trois mois à compter de la réception de son courrier, afin qu'elles se prononcent sur la dissolution envisagée.

Si les conditions de majorité prévues par la loi (accord de 50 % des communes, représentant 50 % de la population) sont atteintes, la dissolution sera ensuite prononcée par arrêté préfectoral.

A défaut d'accord, le Préfet pourra soit abandonner le projet de dissolution, soit s'il entend le poursuivre, saisir la commission départementale de coopération intercommunale pour avis.

Il convient donc se prononcer sur les propositions avancées par le représentant de l'Etat dans le département de la Moselle.

M. NAVROT rappelle que le SIVO comprend les communes Ban Saint Martin, Longeville les Metz, Scy-Chazelles, Lessy et Montigny les Metz. Le syndicat permet à ces communes qui n'ont pas les structures adaptées de passer des marchés en leurs noms afin de négocier les prix et de gérer les démarches qui peuvent être lourdes pour de petites communes.

Il est donc très important de garder cette structure.

Une proposition de motion a été faite par la ville de Montigny-les-Metz.

MOTION

Vu le schéma départemental de coopération intercommunale, annonçant la dissolution du syndicat intercommunal de la voirie de la subdivision de Metz Centre, adopté le 22 décembre 2011 ;

Vu la lettre du 27 février 2012, par laquelle le Préfet de la région Lorraine, Préfet de la Moselle invite les Maires des communes concernées et le Président du syndicat intercommunal de la voirie de la subdivision de Metz Centre à réunir leurs assemblées délibérantes, dans un délai de trois mois à compter de la réception de son courrier, afin qu'elles se prononcent sur la dissolution envisagée ;

Considérant que le syndicat est un outil à destination des communes membres qui leur permet de mutualiser les consultations pour leurs travaux de voirie dans le respect de la réglementation en vigueur ;

Considérant que cette mise en commun permet de réelles économies sur les travaux réalisés ;

Considérant qu'aucune autre structure n'aura les moyens de reprendre les compétences du syndicat ;

Considérant que le transfert de la compétence en matière de voirie aux communes n'est accompagné d'aucune simulation financière ;

Le **Conseil Municipal**,

- **EMET** un avis défavorable quant à la proposition tendant à dissoudre le syndicat intercommunal de la voirie de la subdivision de Metz Centre telle qu'elle figure dans le schéma départemental de coopération intercommunale élaboré par le représentant de l'Etat dans le département de la Moselle,
- **CONFIRME** la nécessité de conserver cette structure, compte tenu de son intérêt réel pour ses communes membres,
- **DEMANDE** au Préfet d'abandonner le projet de dissolution,
- **INDIQUE** cependant, qu'en cas de décision du Préfet de poursuivre le projet de dissolution, celle-ci ne devienne effective qu'au 1er janvier 2014, pour permettre de finaliser les opérations pluriannuelles programmées et procéder à la liquidation dans de bonnes conditions.

M. QUINIO demande s'il ne pourrait être envisagé la reprise de ce service par Metz Métropole dans le cadre de ses compétences.

M. le Maire précise que cela ne relève pas de ses compétences.

M. BRABLÉ précise que cela pourrait être envisagé dans le cadre du schéma départemental de coopération intercommunale mais il faudrait pour cela que Metz Métropole prenne la compétence ce qui entraînerait indissociablement une embauche d'une quinzaine de personnes au moins pour gérer ce service qui concernerait 40 communes membres.

M. NICOLAY considère que le syndicat de voirie est une structure très compétente juridiquement et techniquement et qu'elle apporte entière satisfaction aux communes y adhérant. De plus, cela reste à une petite échelle donc cela permet une grande facilité relationnelle.

Sur le fond, **M. QUINIO** est d'accord avec la décision de la Préfecture qui par cette démarche veut éviter la multiplication des structures intercommunales mais il pense que les mairies des communes membres du SIVO devraient dès à présent solliciter la communauté d'agglomération pour envisager à terme de prendre cette compétence.

M. le Maire fait remarquer qu'une prise de compétence par Metz Métropole serait de nature à augmenter certainement le coût des prestations.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de voter la motion proposée par la commune de Montigny les Metz.

Adopté à l'unanimité

12) ATTRIBUTION DU PRODUIT DES CONCESSIONS A LA COMMUNE- DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur le Maire

L'ordonnance du 6 décembre 1843 qui fixait la répartition du produit des concessions funéraires entre la commune (2/3) et le Centre Communal d'Action Sociale (1/3) a été abrogée par erreur lors de la codification de la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales.

Désormais, les communes sont libres de fixer les modalités de répartition du produit des concessions funéraires à condition toutefois de procéder par délibération. Il est ainsi possible de décider d'attribuer la totalité du produit au profit du seul budget communal ou, à l'inverse, d'en verser l'intégralité au CCAS.

Dans le but de simplifier les manipulations comptables lors de l'établissement des titres de concessions et compte tenu du fait que le budget du CCAS se compose essentiellement de la subvention communale, il est proposé à l'Assemblée de décider d'attribuer la totalité du produit à la commune

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de verser la totalité du produit des concessions à la commune.

Adopté à l'unanimité

13 A) ASSOCIATIONS – DEMANDE DE SUBVENTION - AMITIES SIGEO-CASTELLOISES

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE fait part à l'Assemblée du dossier de demande de subvention des Amitiés Sigéo-Castelloises pour l'année 2012.

Après vérification du dossier et des documents comptables, l'association renouvelle sa demande de subvention d'un montant de 2 750 € :

- 1 500 € pour le feu d'artifice et
- 1 250 € pour les animations qui sont programmées et qui se déroulent pendant toute la journée de la Fête de la Vigne

Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

accepte de verser une subvention de 2 750 € à l'association des « Amitiés sigéo-castelloises »

Adopté par 21 voix et 1 abstention (Mme GAUGIN membre de l'association)

13 B) ASSOCIATIONS – DEMANDE DE SUBVENTION – AS SCY-CHAZELLES

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE informe qu'elle a reçu les comptes de l'association. Il se dégage un solde excédentaire pour l'année 2010/2011 de 1639.35 €.

Le budget prévisionnel s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 11 639.35 €.

Une subvention de 2000 € est demandée comme chaque année.

Mme PALUCCI et M. BRABLÉ demandent à ce que cette subvention soit revue à la baisse compte tenu de l'entretien fort coûteux des terrains et des vestiaires et proposent la somme de 1 000 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de reconduire la subvention de 2000 €.

Adopté par 20 voix pour et 2 voix contre (M. BRABLÉ et Mme PALUCCI)

13 C) ASSOCIATIONS – DEMANDE DE SUBVENTION – LA PREVENTION ROUTIERE

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE donne lecture du courrier de la Prévention Routière sollicitant la commune pour l'octroi d'une subvention dont le montant est laissé à notre appréciation.

Elle précise que les services de la Prévention Routière interviennent dans nos écoles afin de sensibiliser les enfants à la sécurité. La dernière subvention que la commune leur avait attribuée était en 2007 d'un montant de 110 €.

Compte tenu du fait que la commune n'a plus versé de subvention depuis 2007, que cette association intervient quand même dans nos écoles et que de plus c'est une association sérieuse et bien gérée, M. BRABLÉ propose de monter la subvention à 500 €. Mmes PALUCCI et ANDRÉ approuvent cette proposition.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de verser à la Prévention Routière une somme de 200 €.

Adopté par 19 voix pour et 3 voix contre (Mmes PALUCCI et ANDRÉ et M. BRABLÉ)

14) BIBLIOTHEQUE – DEVELOPPEMENT D'UNE COLLECTION DE BASE : LE FONDS LORRAIN

Rapporteur : Madame DILLER

Inscription au budget d'une subvention allouée par le Conseil Général de la Moselle

Le Conseil Général de la Moselle dans le cadre de son Schéma Départemental de la Lecture Publique 2009-2014 accorde aux bibliothèques des communes de moins de 3 000 habitants signataires de la convention départementale et respectant les conditions fixées dans le règlement d'attribution une subvention pour la mise à niveau ou le développement de ses collections de base.

Cette aide forfaitaire et plafonnée, d'un montant de 1 500 €, est destinée à remettre à niveau ou à développer les collections de base en conformité avec la mission de service public des bibliothèques du réseau départemental et la politique d'acquisitions de la Division de la Lecture Publique et des Bibliothèques (DLPB) sous réserve de respecter les conditions d'attribution de cette aide financière.

L'association "Lire à Scy" qui assure la gestion de la bibliothèque municipale de Scy-Chazelles souhaite pouvoir développer son Fonds lorrain et a donc sollicité auprès du Conseil Général de la Moselle une subvention de 1 500 € pouvant être attribuée dans le cadre du développement de cette collection de base.

Il est précisé que la bibliothèque remplit toutes les conditions d'attribution :

- Nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire au public :

(*minimum requis : 6 heures - hors heures d'ouverture aux scolaires*)

- 16 heures durant l'année scolaire

- 22 heures durant les vacances scolaires

- Budget d'acquisition / subvention communale : 2 €/habitant

- Conditions de gratuité : Gratuit jusqu'à 17 ans révolus

- Professionnelle et bénévoles de la bibliothèque formées : ABF* – DLPB

- Acquisitions réalisées dans des librairies spécialisées
- Acceptation de l'accompagnement par le référent de territoire de la DLPB
- Accès facilité aux publics prioritaires du département (petite enfance, collégiens, personnes handicapées etc.)

Rappel

La bibliothèque de Scy-Chazelles est une bibliothèque municipale à gestion associative.

En septembre 1989, la commune a signé une convention avec le Conseil Général de la Moselle afin d'optimiser le fonctionnement de la bibliothèque (octroi de subventions, achats de mobilier, formations, etc....)

En novembre 1989, la commune confie par convention la gestion de la bibliothèque à l'A.S.S.E. "LES DAUPHINS" dont les statuts ont été modifiés en 2005 pour devenir l'association "LIRE A SCY".

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré :

s'engage à porter la subvention allouée par le Conseil Général de la Moselle au budget et à acquérir les ouvrages au titre de la collectivité.

Adopté à l'unanimité (1 abstention Mme DILLER)

15) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : **Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 3, n°183	24 Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 2, n°10	1 rue Robert Schuman

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

16) DIVERS

Monsieur le Maire fait part de la nécessité d'une bonne participation des élus :

- À la cérémonie du Souvenir Français du samedi 31 mars à 17 heures sur l'Esplanade
- Au concert de printemps du dimanche 1^{er} avril à 17 h à l'Espace Liberté.

Il informe également les conseillers de la démission de Monsieur Philippe LORANG, conseiller municipal, qui habite depuis plusieurs années dans la région parisienne.

SCY-CHAZELLES, le 30 mars 2012

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB